

Discours prononcé par monseigneur Pontier, le 9 avril 2018, aux Bernardins.

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur,
Madame la Ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur,
Madame la Secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, auprès du Premier Ministre
Monseigneur le [Nonce Apostolique](#),
Monsieur le [Cardinal](#),
Monsieur le Vice-président du Conseil d'État,
Mesdames et messieurs les Élus,
Chers amis responsables de culte en France,
Chers confrères,
Mesdames, messieurs, chers amis,

Vous avez répondu positivement à notre invitation et je vous en exprime la reconnaissance des évêques de France, tout particulièrement, à vous, Monsieur le Président de la République. Votre présence nous honore et manifeste les relations anciennes et renouvelées entre l'État et l'Église Catholique. Cette rencontre est inédite et n'a pas nécessairement vocation à être renouvelée annuellement. Nous l'avons proposée dans la période où les catholiques, les chrétiens fêtent la Pâque, la [résurrection](#) de Jésus le Christ, la fête la plus importante de l'année, celle qui ouvre un horizon de vie au-delà de la mort à cause de la volonté du Dieu créateur qui aime toutes ses créatures. Nous puisons là une [espérance](#) éclairante qui nous amène à une absolue certitude en la dignité de tout être humain créé à l'image de Dieu.

A vrai dire, nous avons tous ici une ambition commune ou une responsabilité partagée : celle de contribuer, chacun selon son statut, à la qualité de la vie commune dans ce pays qui est le nôtre et que nous aimons, la France. Notre pays a apporté sa contribution à l'avancée des idées et à l'avènement de sociétés plurielles. Sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité » résonne comme une dynamique sage et porteuse de bonheur, mais aussi comme une tâche toujours à reprendre ou à consolider, tellement la recherche de l'intérêt personnel peut entraver celle du bien commun.

Nous avons voulu que parmi nos invités soient présents certains de nos amis avec lesquels nous cheminons et qui sont marqués par des histoires difficiles et douloureuses. Plusieurs viennent de s'exprimer brièvement mais fortement. Certains pourraient dire que leur histoire est simplement marquée par la vulnérabilité et la faiblesse. D'autres pourraient ajouter que leur vie n'apporte rien ou encore qu'elle n'est que souffrance pour eux-mêmes et leurs proches. Il nous apparaît que regarder en face la fragilité des existences humaines, c'est reconnaître qu'elle n'est pas sans fruits, et que même peut-être elle est à l'origine d'un approfondissement humain, d'un dépassement de soi qui ouvre à du meilleur. La grandeur d'une société se mesure à sa capacité à entourer les plus fragiles de ses membres. Et c'est à cela qu'on peut la qualifier de plus ou moins humaine.

Aujourd'hui la tentation est grande de se servir des progrès scientifiques pour s'assurer une maîtrise de l'humain qui éliminerait tout ce qui peut être porteur de fragilités ou d'éventuelles maladies. Le grand débat autour de la révision des lois de bioéthique permet une réflexion commune sur « *Quel monde voulons-nous pour demain?* » C'est heureux et on ne peut que vous remercier, Monsieur le Président de la République, de l'avoir favorisé. Dans l'[encyclique](#) « *L'amour dans la vérité* », publiée en 2009, le Pape Benoit XVI offrait au numéro 74 un diagnostic tout à fait éclairant que je me permets de vous proposer : « *Un domaine primordial et crucial de l'affrontement culturel entre la technique considérée comme un absolu et la responsabilité morale de l'homme est aujourd'hui celui de la bioéthique, où se joue de manière radicale la possibilité même d'un développement humain intégral. Il s'agit d'un domaine particulièrement délicat et décisif, où émerge avec une force dramatique la question fondamentale de savoir si l'homme s'est produit lui-même ou s'il dépend de Dieu. Les découvertes scientifiques en ce domaine et les possibilités d'intervention technique semblent tellement avancées qu'elles imposent de choisir entre deux types de rationalité, celle de la raison ouverte à la transcendance et celle de la raison close dans l'immanence technologique. On se trouve devant un « ou bien, ou bien » décisif. Pourtant la 'rationalité' de l'agir technique centré sur lui-même s'avère irrationnelle, parce qu'elle comporte un refus décisif du sens et de la valeur. Ce n'est pas un hasard si la fermeture à la transcendance se heurte à la difficulté de comprendre comment du néant a pu jaillir l'être et comment du hasard est née l'intelligence. Face à ces*

problèmes dramatiques, la raison et la foi s'aident réciproquement. Ce n'est qu'ensemble qu'elles sauveront l'homme. Attirée par l'agir technique pur, la raison sans la foi est destinée à se perdre dans l'illusion de sa toute-puissance. La foi, sans la raison, risque de devenir étrangère à la vie concrète des personnes ».

Légiférer en ces domaines ne peut se faire sans être assuré des conséquences de nos choix sur les générations futures. En d'autres domaines, on n'hésite pas à appliquer le principe de précaution. Comment pourrait-il en être autrement quand il s'agit de l'avenir des générations futures ?

Vous le savez, l'Église catholique avec bien d'autres considère la famille comme un des piliers de la vie en société. En elle, s'expérimentent l'accueil inconditionnel de chacun, la fidélité, l'intergénérationnel, les transmissions de valeurs et le soutien en toutes circonstances. Les français plébiscitent la famille parmi les réalités qui leur paraissent essentielles. Leur désir est de former une famille unie, porteuse d'amour et d'affection. Faut-il aujourd'hui permettre que la loi prive des enfants de père ? Cette reconnaissance produirait une inégalité entre les enfants, ouvrirait un grand risque de marchandisation du corps et remettrait en cause le critère thérapeutique actuel, garant que ne se forme pas un grand marché de la procréation. Accueillir une situation quand elle existe n'est pas l'organiser. C'est pourquoi nous soutenons activement les politiques en faveur de la famille. Elles sont un investissement sûr pour le bien de tous et celui de notre pays.

Nous avons déjà des lois récentes sur d'autres sujets essentiels pour la société qui n'ont pas eu le temps de porter leurs fruits et voilà que certains souhaiteraient qu'on légifère encore. Est-ce bien raisonnable ?

Nous nous sommes exprimés déjà sur tous ces sujets et le ferons encore, conscients de notre responsabilité dans la vigilance pour la sauvegarde des droits de l'enfant, pour la défense des plus faibles, de l'embryon au nouveau-né, de la personne ayant un handicap au paralysé, du vieillard à celui qui est dépendant en toutes choses. On ne peut laisser personne seul. Ce sont nos relations, nos affections qui nous permettent de vivre. Il y va, sans nul doute, du caractère humain de nos sociétés et de nos vies, de celui de savoir puiser en soi les forces de la fraternité vécue. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de la solitude ou de l'abandon de celui qui verrait comme une issue enviable, celle de se donner la mort. La société se doit d'offrir des perspectives de vie, d'amitié, de tendresse, de compassion, de solidarité. Les pensées de mort peuvent-elles subsister lorsque s'expriment l'affection des proches, les soins assidus et l'accompagnement qui lutte contre toute douleur ? Peut-on qualifier de « dernier soin » l'acte de donner la mort ? Il y a des limites et des confusions qu'on ne saurait franchir.

Les États Généraux de la bioéthique permettent d'expérimenter le dialogue au sein d'une société devenue de plus en plus plurielle. Dialoguer suppose que chacun puisse s'exprimer et être écouté et que tous sachent vivre le respect, la tolérance, la compréhension mutuelle. Durant le siècle précédent la société française a su trouver les chemins de l'apaisement. Le principe de la laïcité de l'État a permis à la séparation des Églises et de l'État de trouver la juste manière de vivre ensemble dans le respect légitime des différences. Nous ne voudrions pas que les évolutions plus récentes vécues par notre pays entraînent des peurs qui ne verraient de solutions que dans la laïcisation de la société et non plus seulement de l'État. L'avenir se bâtira dans la confiance, le respect, l'amour du pays ou alors il s'enfermera dans des rejets dangereux incapables d'offrir une vie paisible et bénéfique pour tous. Ces contextes nouveaux ne doivent pas conduire à se méfier les uns des autres mais à se connaître mieux. Habités par des convictions diverses, en particulier religieuses, nous devons puiser dans nos traditions pour y retrouver le meilleur de ce qu'elles portent : l'amour du frère, l'hospitalité, la fraternité. C'est ce que d'ailleurs souhaitent le plus grand nombre de nos concitoyens. S'agissant des religions, nous expérimentons au plan national la possibilité de la rencontre dans le respect, l'interpellation et l'action commune. Je veux saisir cette occasion pour redire à nos amis juifs que l'antisémitisme est un fléau qu'il nous faut tous combattre sans merci, comme nous l'avons redit lors de l'odieuse assassinat de Mme Mireille Knoll.

Récemment les évêques de la Province ecclésiastique de Marseille ont invité des élus de leurs diocèses à un séjour à Rome pour mieux connaître la manière de travailler du Siège apostolique et pour rencontrer le Pape François. Il s'agissait d'un voyage d'étude en quelque sorte. 310 élus, appartenant à des formations diverses et animés par des convictions religieuses différentes, ont vécu ce temps avec bonheur, intérêt et satisfaction. Nous n'avons pas oublié la visite à l'ambassadeur de notre pays auprès du Saint Siège qui a pu nous livrer la manière dont le dialogue se passe entre celui-ci et notre pays. Des relations sont possibles dans le respect de chacun pourvu qu'on reconnaisse à tous le droit d'exister, de se parler et que l'on respecte les responsabilités de chacun. C'est ensemble que se construit une nation, qu'elle vit, s'enrichit, dépasse les clichés et les peurs entretenues. Dans cette société, certains y ont trouvé leur place il y a longtemps, d'autres peinent à s'intégrer. La présence de croyants musulmans dans notre pays n'est pas nouvelle, mais l'Islam est aujourd'hui l'objet de beaucoup de questions et permettez-moi de le dire aussi de soupçons permanents. Nous voulons favoriser tout ce qui

permettra une connaissance et une compréhension mutuelles dans le travail que nos amis musulmans ont à faire pour l'organisation de leur communauté.

Il s'agit pour nous, Eglise catholique, de prendre notre part dans l'avènement d'une société juste, fraternelle et solidaire grâce au dynamisme et à l'engagement de nos fidèles actifs dans la vie de la société. Je veux saluer ici les représentants des associations et services d'Eglise qui ont un rôle si important dans la constitution d'un tissu social ouvert à tous. Nous portons le souci du bien commun. Notre but n'est pas de chercher à satisfaire des intérêts particuliers. Nous sommes habités par le souci des plus défavorisés, des victimes des aléas de la vie, de ceux et celles qui n'ont aucune perspective pour leur avenir. Ces préoccupations, je le sais bien, sont les nôtres à nous tous, responsables de l'Etat, hommes et femmes engagés dans la vie politique, économique, associative, religieuse. Les cris de ceux qui n'ont pas de travail, de logement digne, de santé arrivent jusqu'à nous et ils sont bien nombreux. Les errements d'une jeunesse sans repères et sans projets entraînent certains dans le choix de la violence, d'autres dans des trafics illusoires et sans avenir ou encore dans le commerce ou la consommation de drogues diverses qui finissent par les détruire. Notre responsabilité est grande à leur égard. Il s'agit d'une cause nationale qui nécessite l'engagement de tous. Il faut oser le reconnaître : le mot 'égalité' de notre devise républicaine est loin d'avoir donné toute sa mesure. Des inégalités d'éducation, d'instruction, de revenus, d'accès au travail ou aux services publics se creusent au lieu de se rapprocher. Le sens du bien commun est loin d'être partagé. L'individualisme, la recherche des seuls intérêts personnels et l'attrait d'un enrichissement démesuré y font obstacle. C'est à partir des besoins des plus pauvres que pourra se bâtir une nation fraternelle, juste et solidaire. Notre pays en a les ressources si nous nous laissons toucher par les conditions de vie d'un grand nombre et que nous ayons l'ambition d'y parvenir.

Le Pape François, dans son encyclique « *Laudato si* » publiée quelques semaines avant la tenue à Paris de la Cop 21 a apporté sa contribution à la réflexion en cours. Il a développé, vous vous souvenez le concept de « maison commune », explicitant que tout est lié et que nous sommes tous liés les uns aux autres. Il invitait à revisiter le concept de « progrès » et le rapport entre le politique et l'économique. Ainsi pouvait-il écrire au numéro 194 « *Il ne suffit pas de concilier, en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier, ou la préservation de l'environnement et le progrès. Un développement technologique et économique qui ne laisse pas un monde meilleur et une qualité de vie intégralement supérieure ne peut pas être considéré comme un progrès. D'autre part, la qualité réelle de vie des personnes diminue souvent – à cause de la détérioration de l'environnement, de la mauvaise qualité des produits alimentaires eux-mêmes ou de l'épuisement de certaines ressources- dans un contexte de croissance économique. Dans ce cadre, le discours de la croissance durable devient souvent un moyen de distraction et de justification qui enferme les valeurs du discours écologique dans la logique des finances et de la technocratie ; la responsabilité sociale et environnementale des entreprises se réduit à une série d'actions de marketing et d'image* ».

Le Pape nous rappelle que si tout est lié, l'économie est au service de l'homme parce que c'est l'homme qui est au centre de tout. Le nier, notamment dans l'entreprise, est toujours un risque. Dans les débats sur l'objet social de l'entreprise, on ne saurait oublier la place de ceux qui y travaillent et qui sont appelés par ce travail à déployer leur humanité en trouvant un sens à leur travail. La question du sens est au cœur de notre vie sociale : avec d'autres, nous pensons qu'une partie de la réponse se trouve dans le don de soi, dans la gratuité d'une relation, dans un amour partagé, un accueil large.

C'est cette dimension de l'accueil que nous avons à l'esprit lorsque nous évoquons la question des flux migratoires qui marquent et marqueront encore notre temps. Le pape François est intervenu à de nombreuses reprises sur ce sujet, invitant les pays riches à ne pas rester sourds aux appels des plus pauvres, demandant aux communautés d'être généreuses dans l'accueil. Nous mesurons combien ce discours est parfois difficile à entendre et combien peut être forte la tentation du repli. Ensemble nous pourrions faire en sorte que l'accueil de celui qui frappe à notre porte, fasse l'objet d'un consensus dans l'opinion publique et pas uniquement dans le monde associatif. Permettez-moi d'ajouter que le nombre de mineurs, isolés et fragilisés nous touche profondément, nous autres et nous. Ils sont souvent partis avec l'idée de pouvoir aider matériellement leur famille. Et voilà qu'ils se trouvent dans des réalités difficiles ou même hostiles. Souvent même ils sont la proie de passeurs sans âme. L'Europe n'arrive pas à regarder ensemble ce phénomène. Trop de repli sur soi ou de peurs entretenues empêchent l'élaboration de projets solidaires, accueillants et raisonnables. Nous savons que cet objectif nécessite l'engagement de tous, pouvoirs publics, tissus institutionnels, associatifs et aussi individuels. Bien de générosités existent dans notre pays qui ne demandent qu'à s'exercer. De nombreux jeunes adultes sont sensibles à ce drame et sont prêts à vivre des temps d'accueil, de solidarité et de fraternité.

Des drames nombreux se vivent dans le monde. Ils ont été attisés par des déstabilisations violentes et diverses. Ils font beaucoup de victimes civiles et aucun consensus politique des grandes puissances ne permet de trouver les issues politiques seules porteuses d'avenir. Parmi ces conflits nous sommes très sensibles à ceux qui concernent des communautés chrétiennes au Moyen Orient particulièrement. Nous savons qu'elles sont indispensables à la paix, à la rencontre, et au respect de tous. Elles sont très anciennes sur ces territoires et sont contraintes trop souvent à l'exil. Notre pays a une tradition de soutien de ces populations. Il a un rôle majeur à tenir dans la recherche de la paix et de la justice. Nous vous remercions, Monsieur le Président de la République, pour tout ce que vous pourrez faire en ce sens.

Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs, la rencontre de ce jour est porteuse de nombreuses significations. J'y vois en particulier celle d'une nation qui n'a pas peur de ses composantes et parmi elles celle de la foi religieuse d'un grand nombre de ses membres ; d'une nation qui associe plutôt qu'elle n'exclut ; d'une nation qui permet aux libertés individuelles de s'exprimer et qui le fait en faisant respecter par tous le souci du bien commun et celui de l'ordre public ; d'une nation qui a suffisamment confiance en elle-même pour assumer sa diversité ; d'une nation encore qui espère en sa jeunesse, lui fait confiance et lui offre les meilleures chances pour sa formation et son avenir ; d'une nation ouverte sur les autres pays et qui sait promouvoir des alliances confiantes. Dans cette vision d'une nation ouverte et apaisée, loin de la violence véhiculée par certains, notamment grâce à l'anonymat des réseaux sociaux, les médias ont un rôle éminent à jouer pour mettre en valeur non seulement la face dramatique mais aussi la face magnifique de notre monde, sans s'arrêter à ce qui pourrait apparaître comme des simplismes ou des caricatures. Ils sont aujourd'hui une vraie force, un atout pour entretenir un débat fructueux et constructif pour notre pays.

L'Église catholique a une longue tradition de l'accueil. Elle donne à voir le visage d'une communauté aux multiples visages, de toutes origines, liée à tous les continents. Elle accueille ceux que Dieu lui donne sans qu'elle les ait choisis. Notre foi religieuse exige cette ouverture et nous engage dans le service des hommes malgré nos fragilités et malgré nos fautes. Nous aimons ce temps qui est le nôtre et avec tous ceux qui le souhaitent nous nous employons à le rendre plus fraternel et plus juste, sans que jamais ne soit absent de nos préoccupations le sort des pays les plus proches ou les plus lointains.

Je saisis cette occasion, si vous me le permettez, pour lancer un appel : celui de vaincre les peurs qui habitent notre société française et de nous engager avec détermination et confiance dans une meilleure connaissance les uns des autres et dans l'ouverture aux autres de chacune de ses composantes. Et s'il faut désigner un ordre de priorité, je propose de commencer par améliorer le sort des plus fragiles, des plus pauvres, des personnes vulnérables parce que c'est ainsi que se construit et s'approfondit la confiance en la nation. Ne nous replions pas sur nous-mêmes, mais ayons un cœur aussi grand que celui de Dieu qui a un amour particulier pour chacun.

Permettez-moi de terminer en relevant l'exemple récent reçu du Colonel Arnaud BELTRAME auquel la nation a rendu un hommage ému et admiratif. Il nous a montré de quoi est capable l'être humain quand il est habité par l'idéal de défendre son pays et celui de savoir faire face aux situations les plus inattendues qui nécessitent un choix décisif. Donner sa vie et donner la vie sont les plus grandes choses de l'existence.

Je vous remercie pour votre attention.